(A)

(N° 22.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SEANCE DU 16 DÉCEMBRE 1873.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif de l'inter- diction temporaire du monnayage d'argent.

(Voir les Nos 3 et 8 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. LAUREUX, Président, BISCHOFFSHEIM, COGELS, le Baron BETHUNE, TERCELIN, le Baron VAN CALOEN, le Marquis DE RODES, et FORTAMPS, Rapporteur.

MESSIEURS,

La Chambre des Représentants, dans sa séance du 27 novembre, a adopté par 78 voix contre 1, le Projet de Loi portant interdiction temporaire du monnayage d'argent.

Une discussion approfondie et brillante s'est produite à la Chambre des Représentants sur la question de l'étalon double ou de l'étalon simple à propos de ce Projet de Loi. Votre Commission des Finances a pensé qu'il était sans utilité de discuter cette question importante dans ce rapport et que laissant à chacun de ses membres le soin de développer, dans le sein du Sénat, ses opinions personnelles, elle devait se borner à examiner si les intérêts du pays exigent l'adoption du Projet de Loi que vous avez renvoyé à son examen.

Sous ce rapport, aucun doute ne peut exister. La fabrication des pièces de cinq francs, qui ne s'était élevée de 1852 à la fin de 1872, qu'à fr. 546,269,285, soit, pour une période de plus de 40 ans, à une moyenne annuelle de huit millions cinq cent mille francs environ, a atteint pendant les huit premiers mois de 1873 fr. 73,501,660 et dépassera cent millions pour l'année entière.

En présence de pareils faits, alors qu'une Conférence monétaire va se réunir prochainement pour modifier peut-être le traité du 23 décembre 1865, il est urgent de prendre des mesures afin d'empêcher que la Belgique ne subisse une perte plus importante encore, si des modifications étaient apportées à sa législation monétaire.

Votre Commission, à l'unanimité de ses membres, a donc l'honneur de vous proposer l'adoption du Projet de Loi qui fait l'objet de ce Rapport.

(2)

Plusieurs membres de la Commission désirent que l'attention de M. le Ministre des Finances soit appelée sur la question de savoir si, en raison de la diminution possible du monnayage, il n'y aurait pas lieu de donner une importance moins grande au nouvel Hôtel des monnaies. actuellement en construction.

Un membre exprime le désir que M. le Ministre des Finances veuille bien examiner s'il ne serait pas conforme aux intérêts généraux du pays de donner cours légal aux monnaies d'or étrangères en leur attribuant une valeur intrinsèque relative à la quantité de métal qui les composent, comparativement à nos monnaies nationales.

La Commission a décidé qu'il serait fait mention dans son rapport des deux observations qui précèdent.

Le Rapporteur,
FORTAMPS.

Le Président,
LAOUREUX.